



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROCOOLER SYSTEMS

3 rue François Slakta
70320 Corbenay

Références : -
Code AIOT : 0005901114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement EUROCOOLER SYSTEMS implanté 3 rue François Slakta 70320 Corbenay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection. Elle visait principalement à contrôler les suites de la précédente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROCOOLER SYSTEMS
- 3 rue François Slakta 70320 Corbenay
- Code AIOT : 0005901114
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2000. L'établissement est spécialisé dans la fabrication de radiateurs permettant le refroidissement de transformateurs électriques. Des activités d'emboutissage, soudage et peinture sont principalement réalisées sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 1.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 22.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
4	Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1.V.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
5	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/03/2020, article 24	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Stockage temporaire des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 25	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/03/2020, article 29.2.1	/	Sans objet
9	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré que plusieurs non-conformités n'avaient pas été traitées depuis la précédente inspection. En particulier, l'exploitant doit encore faire analyser les teneurs en COV dans ses déchets afin de fiabiliser son plan de gestion des solvants. Il doit également justifier de la suffisance des moyens en eau d'extinction présent sur le site.

Des justifications sont également attendues concernant la traçabilité du traitement des déchets de bâches et leur caractère dangereux ou non dangereux.

En revanche, l'exploitant a investi dans la mise en conformité des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Administratif
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La SA ESAC holding, siège social BP 8 70800 SAINT LOUP SUR SEMOUSE, la SA ESAC INDUSTRIE et la SA EUROCOOLER ayant mêmes sièges sociaux, sont autorisées conjointement, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter les installations décrites dans le tableau ci-dessous, sur le territoire de la commune de CORBENAY lieu dit "Champs Correy", parcelles 25-568-569-571-802- 803, section C du plan cadastral.</p>
Constats : <p>Un problème dans la transmission de l'actualisation de la situation administrative a eu lieu suite à la précédente inspection, ce qui fait que l'inspection ne l'a pas reçue.</p>

Un point a été fait en salle :

- Rubrique 2565 : l'exploitant a confirmé l'arrêt de cette activité (phosphatation)
- Rubrique 2575 : pas de changement
- Rubrique 2940-2-a : pas de changement
- Rubrique 1432, devenue 4330/4331 : l'arrêté d'autorisation mentionne 50 m³ pour le stock de peinture et de solvants. L'exploitant a indiqué que le stock maximum était de l'ordre de ce volume.
- Rubrique 2910 : la puissance actualisée est de 3,2 MW.

L'exploitant devra transmettre le tableau de nomenclature actualisé à l'inspection des installations classées. La nomenclature ICPE est disponible sur le site internet AIDA de l'INERIS : <https://aida.ineris.fr/thematiques/rubriques-nomenclature-icpe>

Comme indiqué en 2022, le site relève également par antériorité de la rubrique 1978-8 (Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an). L'exploitant doit préciser sa consommation de solvants annuelle maximale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le tableau de nomenclature actualisé à l'inspection des installations classées. Il se positionnera également vis-à-vis de la rubrique 1978-8.

L'exploitant doit également notifier la cessation d'activité de l'installation de traitement de surface (rubrique 2565).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des émissions

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/

CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé de déclaration sur la plateforme GERE pour les émissions des années 2023 et 2024. Il a indiqué avoir eu des difficultés de connexion à la plateforme.

Pour les émissions 2023, une déclaration papier a été transmise.

L'exploitant doit demander de nouveaux identifiants afin de pouvoir réaliser la déclaration des émissions de l'année 2025 sur la plateforme avant le 31 mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser la déclaration des émissions 2025 sur la plateforme GERE avant le 31 mars 2026.

L'exploitant doit demander un nouvel accès à la plateforme GERE et contacter l'inspecteur référent de son site en cas de difficultés dans la réalisation de cette démarche.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets qu'il communique à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant établit annuellement un bilan matière précis en solvant prenant en compte les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés y compris les produits utilisés comme agents de dilution et de nettoyage, les quantités de solvants récupérées et celles éventuellement vendues, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération destinés à l'élimination. Ce bilan, accompagné de tous commentaires utiles, est transmis avant le 1^{er} avril de chaque année à l'inspecteur des installations classées. - l'exploitant fait réaliser annuellement par un organisme spécialisé une campagne de mesures sur l'ensemble des rejets canalisés. Elle devra déterminer les concentrations et le flux en COV. Les résultats de cette campagne sont transmis dès réception du rapport de mesures à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de tous commentaires utiles.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser de mesure des émissions de composés organiques volatiles au niveau de la cheminée reliée à l'aspiration du poste d'application de peinture.</p> <p>Cette mesure doit être réalisée par un laboratoire disposant de l'agrément ministériel pour la mesure des COV. La liste des laboratoires est disponible sur le site internet Lab'Air : https://labair.developpement-durable.gouv.fr/home</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser une mesure des émissions atmosphériques au niveau de la cheminée reliée à l'aspiration du poste d'application de peinture.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1.V.

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses relatives aux COV définies au I ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.

Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émission canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.

L'installation ou les parties de l'installation dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances visées au point II ci-dessus peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. Les émissions des substances visées au point II restent néanmoins soumises au respect des valeurs limites prévues au II.

L'exploitant transmet le schéma de maîtrise des émissions au préfet avant sa mise en œuvre. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées, et lui transmet sur sa demande, les données lui permettant de vérifier que ces prescriptions sont respectées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le plan de gestion des solvants pour les années 2023 et 2024. Les émissions calculées sont respectivement de 33,443 t et e 40,339 t pour des émissions annuelles cibles de 38,498 t et 43,595 t. Les émissions annuelles sont donc inférieures aux émissions annuelles cibles calculées.

L'exploitant a pris en compte les remarques émises lors de la précédente inspection concernant la composition des produits utilisés et a corrigé son fichier de calcul.

Par contre, il n'a pas réalisé d'analyses concernant la teneur en solvant des boues de peintures et des bâches usagées afin de justifier l'hypothèse prise dans le plan de gestion de solvants, à savoir une teneur en COV de 90 % dans les déchets.

Si la teneur en COV des déchets s'avérait en réalité inférieure, la conformité du site vis-à-vis de l'émission annuelle cible pourrait être remise en cause.

L'exploitant a indiqué qu'il avait fait des essais de fabrication avec des peintures à haut extrait sec, donc contenant moins de COV. L'inspection invite l'exploitant à poursuivre cette démarche afin de diminuer ses émissions de COV.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit faire analyser la teneur en COV des déchets de type boues de peinture et bâches, afin de fiabiliser les hypothèses prises dans son plan de gestion des solvants. Les résultats des analyses seront transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2020, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Article 24 : Pour chaque enlèvement les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques ..) et conservé par l'exploitant:- code du déchet selon la nomenclature,- origine et dénomination du déchet,- quantité enlevée,- date d'enlèvement,- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,- destination du déchet (éliminateur),- nature de l'élimination effectuée.
Constats : L'inspection a consulté l'application Trackdéchets en amont de l'inspection concernant les bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) de l'entreprise. Pour l'année 2024, 2 BSDD ont été émis pour des déchets de type boues de peinture (code déchet 14 06 03*). Ces données sont cohérentes avec le PGS 2024. Pour l'année 2025, 1 BSDD a été émis pour des déchets de type boues de peinture (code déchet 14 06 03*). L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu d'autres enlèvements pour ce type de déchet car l'installation de traitement a connu un incendie au mois de septembre. Les déchets sont ainsi entreposés sur site dans l'attente de la réouverture de la filière de traitement. L'inspection constate qu'aucun BSDD n'a été émis pour les déchets de bâches. Ce déchet était classé dangereux lors de l'inspection faite en 2022 (code déchet 15 02 02*). Les documents de l'exploitant montre que 4 enlèvements de ce type de déchets ont eu lieu en 2025. Ces déchets sont gérés par l'entreprise MCP VALOR et leur destination est la société VALBARA à Longvic, qui est un centre de tri de déchets non dangereux. Ce déchet semble donc être désormais considéré comme un déchet non dangereux. L'exploitant doit contacter son prestataire afin de comprendre cette modification.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir le code déchet utilisé pour les bâches usagées recouvertes de peinture, et justifier du caractère dangereux ou non dangereux de ce déchet, afin de valider la filière de

traitement utilisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Stockage temporaire des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 25.1: La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite, sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.</p> <p>Article 25.2 : Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement. A cette fin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dépôts doivent être tenus en état constant de propreté et aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs), - les déchets liquides ou pâteux doivent être entreposés dans des récipients fermés, en bon état et étanches aux produits contenus. Les récipients utilisés doivent comporter l'indication apparente de la nature des produits,- les aires affectées au stockage de déchet doivent être pourvues d'un sol étanche aux produits entreposés et aménagées de façon à pouvoir collecter la totalité des liquides accidentellement répandus, - les aires doivent être placées à l'abri des intempéries pour tous dépôts de déchets en vrac ou non hermétiquement clos susceptibles d'être à l'origine d'entraînement de polluant par l'intermédiaire des eaux pluviales. Cette disposition vaut pour le dispositif de rétention associé au stockage d'huiles, d'acides et de peintures usagées. Pour les autres dépôts, le rejet des eaux pluviales recueillies sur les aires de stockage ne pourra intervenir qu'après constat de l'absence de toute pollution, - les mélanges de déchets ne doivent pas être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs. Le stockage de déchets doit être effectué de façon à ne pas entreposer sur une même aire des produits incompatibles entre eux de par leur nature.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de deux zones principales d'entreposage de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une zone en bâtiment, avec principalement des GRV contenant des boues de peintures. Les bouchons des GRV étaient ouverts alors ces déchets sont composés pour partie de solvants. Des GRV contenant des huiles usagées étaient également présents sans identification claire. - une zone en extérieur sous un auvent, avec principalement des GRV contenant des boues de peintures, et une benne pour les bâches usagées. Il est constaté que le sol de la zone est en mauvais état ou recouvert de déchets ayant séché.

L'exploitant a indiqué qu'il avait actuellement 2 zones d'entreposage pour les boues de peintures car la filière de traitement de ces déchets est à l'arrêt suite à un incendie. L'exploitant est sur liste d'attente pour l'évacuation des boues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit clairement identifier les déchets présents sur son site. L'exploitant doit s'assurer du bon état du sol de l'aire d'entreposage sous auvent, et le cas échéant faire évacuer les déchets présents sur le revêtement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2020, article 29.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire aux prescriptions du décret n° 1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques. Elles doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection de jet. Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celles des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques. Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le ministre chargé du travail pour les vérifications sur mise en demeure. Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant indique avoir investi 400 k€ pour mettre en conformité les installations électriques. L'inspection a consulté le certificat Q18 pour une intervention du 03/09/2015 au 04/09/2015 par l'APAVE. Le certificat indique que l'installation électrique ne peut entraîner de risque d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprinklers, en rapport avec l'importance et Les risques présentés par l'installation.

En particulier, l'établissement doit disposer au minimum de 2 poteaux d'incendie normalisés, ainsi que d'une réserve d'eau de 360 m³ établie conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Le S.D.I.S.S., Centre de Secours principal de Luxeuil les Bains, sera consulté avant toute implantation.

Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet.

Ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.

Constats :

L'exploitant fait effectuer un contrôle annuel des extincteurs. Il indique que le prochain contrôle est prévu semaine 50 (8 au 14 décembre). L'exploitant transmettra le certificat Q4 à l'inspection.

Concernant les besoins en eau d'extinction, l'exploitant indique que des contrôles des débits des poteaux incendie ont été faits par le SDIS et par la commune. L'exploitant ne dispose pas des résultats.

L'exploitant indique qu'une réserve incendie est présente à l'extérieur du site, mais il ne connaît pas son volume

L'exploitant s'interroge sur la pertinence des moyens prescrits dans son arrêté autorisation car le niveau d'activité a diminué et certains bâtiments ne sont plus utilisés.

L'inspection a indiqué que l'exploitant pouvait demander une modification de ses prescriptions en fournissant l'ensemble des justificatifs associés. En particulier, un calcul des besoins en eau d'extinction selon le guide D9 du CNPP serait à fournir (<https://www.cnpp.com/blog/d9-guide-pratique-d-appui-au-dimensionnement-des-besoins-en-eau-pour-la-defense-exterieure-contre-l-incendie>).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit obtenir les résultats des contrôles des poteaux incendie et les transmettre à l'inspection. Il doit également préciser les caractéristiques de la réserve incendie présente à l'extérieur du site (volume, distance par rapport à l'établissement).

Si l'exploitant souhaite une modification des prescriptions, un dossier devra être transmis à

l'inspection avec l'ensemble des justificatifs nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2000, article 29.4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Des consignes doivent prévoir : [...] <ul style="list-style-type: none"> - La conduite à tenir en cas de sinistre. [...]
Constats : L'exploitant a établi une consigne. Une vanne guillotine est présente à l'extérieur de l'établissement sur le réseau d'eau pluviale.
Type de suites proposées : Sans suite